

Adoption d'une TVA révisée sur fond de grogne sociale au Burundi

PANA, 24 juillet 2013 Bujumbura, Burundi - L'Assemblée nationale du Burundi a entériné, mardi dans la soirée, une révision sur la valeur ajoutée (TVA) appelée à corriger un déficit budgétaire de l'Etat de plus de 101 milliards de burundais, soit près de 100 millions de dollars américains, sur fond de grogne sociale. Le Sénat doit encore se pencher sur le projet de TVA révisée, avant sa promulgation par le président de la République pour entrer en vigueur.

Le projet gouvernemental prévoyait de frapper de TVA dans des proportions allant de 18 à 70 pc une gamme variée de produits à l'importation, dont certains de première nécessité, comme les denrées alimentaires, les vêtements, les médicaments ou encore les engrais chimiques, l'eau et l'électricité. Plus de 400 associations de la société civile dans une "campagne contre la vie chère" s'étaient fortement mobilisées contre ce projet de loi, appelant à des manifestations de rue si la nouvelle loi fiscale venait à être adoptée dans l'état où il a été présenté par le gouvernement. Les députés ont finalement amendé certaines dispositions de la nouvelle taxe qui vont exonérer le médicament, l'eau et l'électricité, le matériel scolaire ainsi que les denrées alimentaires de première nécessité.

Les économistes à Bujumbura, l'allègement fiscal ne va cependant pas améliorer sensiblement la situation économique nationale, considérée comme de plus en plus délicate, y compris par la communauté internationale. Un rapport du 22 juillet 2013 au Conseil de sécurité du Représentant spécial des Nations unies au Burundi, Parfait Onanga-Anyanga, fait état "d'importants progrès pour sortir de la violence, mais d'énormes défis qui demeurent en matière de lutte contre la faim et la pauvreté" dans le pays. On estime généralement à au moins 20, le nombre d'années que le Burundi a reculé sur son développement économique antérieur, à cause de la situation de guerre civile qui a perduré de 1993 à 2003 et dont nombre de secteurs de la vie nationale portent aujourd'hui encore les stigmates. Le diplomate onusien d'origine gabonaise a particulièrement insisté sur la nécessité, pour la communauté internationale, de mettre en œuvre toutes les promesses qui ont été faites lors de la conférence des partenaires au développement du Burundi, en octobre 2012, à Genève, en Suisse. Le gouvernement burundais soutient que 46 pc des promesses de Genève ont été déjà honorées pendant que les milieux des consommateurs estiment que si tel était le cas, il n'aurait pas de besoin de nouvelles taxes et impôts pour renflouer les caisses de l'Etat. Au niveau national, l'économie du Burundi repose essentiellement sur les recettes de l'exportation du café dont la production risque d'être en 2013 l'une des plus mauvaises de ces dernières années. A titre comparatif, la production du café attendue cette année n'excèdera pas les 10.000 tonnes, contre 45.000 tonnes en 2004, selon le secrétaire exécutif de la société "Intercafé Burundi", Oscar Barabyizigiye, qui a expliqué cette chute libre par une conjugaison de facteurs, dont la désaffection des populations pour la filière café qui ne leur rapporte plus grand chose.